

SESSION ORDINAIRE DE L'APW DE BOUIRA

Le directeur de l'éducation évite de parler des scandales de sa direction

Interpellé par plusieurs élus de l'APW, dont parti-culièrement ceux du FFS et du RCD, sur les scandales qui ont éclaboussé ces derniers mois sa direction, le DE, qui a intervenu ce samedi, a laissé tout le monde sur sa faim.

Tant les élus de l'APW que les professionnels de la presse qui avaient soulevé ces scandales ont été tenus en haleine quatre jours durant après que tous les secteurs eurent été débattus pour voir enfin le président de l'APW, Gaci Abdelkader, donner la parole aux directeurs des secteurs concernés pour répondre aux questions qui ont été soulevées par les élus.

Les questions des élus, lors de cette session qui a voté le budget primitif 2009, se sont portées essentiellement sur le secteur de l'éducation et les scandales qui ont éclaboussé la direction de l'éducation pendant tout l'été et la rentrée scolaire.

Le premier scandale, faut-il le rappeler, avait trait au baccalauréat lorsque, comme nous l'avions déjà rapporté, un chef de service de la DE a envoyé sa femme enseignante surveiller dans un centre où leur fils passait les épreuves en tant que candidat libre. L'autre scandale concernait les œuvres sociales.

En plein été, 18 fonctionnaires de ce service furent mis sous contrôle judiciaire. Durant la rentrée scolaire, un autre scandale allait éclater et concernera le concours des adjoints d'éducation.

Pendant la correction, un cadre de la DE est allé vers le centre de correction pour insulter et agresser le chef du centre avant de se diriger vers le siège de la DE pour insulter également tout le monde en qualifiant tous les



Le DE fait la sourde oreille.

Photo : DR

responsables de cette direction de corrompus et en les menaçant de «balancer» des noms. Tous ces scandales ont été étalés en leur temps dans les colonnes de la presse nationale et malgré cela, personne ne semble s'inquiéter de son avenir ni de son poste.

En fait, tout se passe comme si la DE baignait dans un fleuve calme et que tous ces scandales ne sont que le fait de l'imagination des enseignants du Cnapest, qui n'ont pas cessé pourtant de réclamer des commissions d'enquête et les résultats de ces enquêtes. Et comme les scandales au niveau de la DE n'en finissent pas, le dernier en date concerne la question des salaires fictifs dont ont bénéficié plusieurs proches des cadres de la DE.

Ces largesses ont touché, selon des rapports remis à la presse, jusqu'à la propre fille du DE qui percevrait un salaire mensuel en tant que femme de ménage sans jamais, bien sûr, exercer ce travail. Plusieurs autres cadres de la DE ont fait bénéficier leurs proches de la même manière. Enfin, la dernière question sen-

sible concerne un logement de fonction détenu par un ex-directeur de l'éducation qui ne l'a jamais quitté et qui est actuellement cadre au ministère de l'Education nationale. Sur tous ces scandales, le Cnapest, qui ne cessait de dénoncer le délabrement dans lequel s'est enlisée la DE, ainsi que la presse qui relatait les faits, espéraient des réponses claires de la part du directeur de l'éducation et surtout les résultats des enquêtes déclenchées.

Ce d'autant plus que le lieu et le moment étaient tout indiqués pour mettre les points sur les i.

Ce samedi, lors de l'intervention du DE, les élus ainsi que les représentants de la presse n'ont eu droit qu'à des réponses à des questions BCBG de certains élus uniformistes qui avaient posé des questions sur les réfections des établissements ainsi que les manques concernant les cantines scolaires.

Le DE qui avait été interpellé mardi dernier sur ces questions a feint de répondre à toutes les questions, en faisant le tri et en choisissant une parmi les plus sensibles mais la

moins contraignante : l'enseignement de tamazight. Là, bien entendu, et puisque cette question le dispensait ou lui permettait de fuir les questions des scandales, le DE a répondu en rappelant certaines données concernant le nombre limité des enseignants de cette langue. Le DE dira que pour permettre aux élèves de poursuivre l'enseignement de cette langue depuis la 4^e année primaire jusqu'au BEM, et devant le manque d'enseignants, la DE a renforcé certains CEM et dispensé certains autres de l'enseignement de cette matière. Bien entendu, même si cette réponse n'est pas satisfaisante tant le ministre lui-même avait insisté sur la généralisation de l'enseignement de tamazight, et sa disponibilité à ouvrir autant de postes budgétaires qu'il faudrait, le DE a trouvé en cette question une parade pour se dérober et esquiver les autres questions. Pendant ce temps, la DE poursuit sa descente aux enfers avec tout ce que cela suppose comme pourrissement.

En attendant d'autres scandales peut-être...

Y. Y.

SÉTIF

Tentative de suicide d'une jeune fille

C'est sur la placette jouxtant le parc communal de Sétif, dans l'après-midi de jeudi vers 16h30, qu'une jeune fille âgée de 19 ans tente de se suicider.

La jeune fille, une sans-abri, a tenté de mettre fin à ses jours en se coupant les veines à l'aide d'un tesson de bouteille. Expulsée en compagnie de sa mère et ses deux sœurs d'un logement loué auprès d'un particulier, la victime et sa famille avaient trouvé refuge, dimanche dernier, dans la cabine d'un camion en panne stationné depuis un certain temps au niveau du parking du parc communal. Poussée par le désespoir de voir sa

famille jetée à la rue, la jeune fille s'est ouvert les veines publiquement et devant des centaines de badauds et des employés du parc communal. Vers 17 heures, les éléments de la Protection civile, de la sûreté nationale et le président de l'APC de Sétif accompagné de son secrétaire général étaient sur place.

Ce n'est que vers 19 heures passées que la victime a été évacuée vers les urgences médicochirurgicales du CHU de Sétif. Son état, lors de l'évacuation, a été jugé extrêmement grave. Qui est responsable dans ce drame ? Pourquoi les autorités locales ont-elles laissé une mère et ses trois filles vivre dans la rue ? N'y

a-t-il pas de centres de transit pour des familles expulsées de leur logement ? Que fait l'APC de Sétif ? Telles sont les questions que ne cessent de poser des dizaines de citoyens témoins de cette tentative de suicide.

La réponse viendra plus tard de la bouche d'un autre citoyen : «Les élus actuels ne se soucient guère de leurs concitoyens. La preuve est que depuis une année, date de leur prise de fonction, rien n'a bougé ou changé à Sétif. N'oubliez pas que certains élus de cette nouvelle APC viennent de bénéficier de logements cessibles, alors pensez-vous qu'ils vont songer à aider leur prochain ?»

I. S.

ADRAR

Un douanier mort en service commandé

Il est quatre heures du matin quand une patrouille mixte (douaniers et militaires) quitte Adrar en direction de la région de Tsabit, daïra située à 60 km du chef-lieu. Le but de la patrouille n'est pas de rejoindre cette daïra mais de s'enfoncer davantage soit à 160 km pour une mission bien déterminée. La voiture de tête ouvre la marche.

A son bord, deux douaniers. Chacun est concentré sur la piste, guettant scrupuleusement, à la lumière des phares, les alentours. Pour un motif que l'on ignore et que l'enquête déterminera par la suite, le chauffeur perd le contrôle de son véhicule qui ne tarde pas à dérapé. Après quelques tonneaux, le bilan est hélas amer et lourd. Le conducteur est blessé.

Malheureusement, son coéquipier D. A., un douanier, âgé de 30 ans, succombe à ses blessures. «Un véritable drame. Il venait juste de convoler en justes noces. C'est un élément sérieux et discipliné», avoue le directeur des douanes d'Adrar, affligé par cette perte tragique. Les yeux emplis de larmes, il rétorque : «C'est un fils que je viens de perdre.»

Une délégation de la douane avec à sa tête leur premier responsable se rendra à Aïn-Sefra afin de rapatrier le corps qui sera enterré dans sa ville natale.

El-Hachemi S.

SIDI-BEL-ABBÈS

Le professeur Slami, président de la section ordinale régionale des médecins

A l'issue d'une opération de vote tenue en présence des représentants du Syndicat national des praticiens de la santé publique et ceux de la section ordinale nationale des médecins généralistes, dans la journée du jeudi 20 novembre dernier, le professeur Slami Mohamed a été élu par la majorité président de la section ordinale régionale des médecins qui regroupe les wilayas de Saïda, Aïn-Témouchent, Tlemcen et Sidi-Bel-Abbès.

Ce scrutin a été suivi par l'élection des cinq membres représentants de cette section ordinale régionale. Il convient de rappeler aussi que ce scrutin a été précédé, le 20 octobre dernier, par l'élection des 16 membres de la section ordinale régionale dont les résultats devaient faire l'objet d'annulation de la part de la section ordinale nationale des médecins, décision qui a suscité un vif remous au sein de la corporation des médecins qui ont alerté les médias et interpellé les services compétents justifiant leur contestation par l'absence d'irrégularités dans l'opération qui seules pouvaient mener à son annulation et la mobilisation massive des médecins (250 votants et 19 candidats), un fait inédit dans l'histoire des élections de la section ordinale régionale des médecins à Sidi-Bel-Abbès.

Les contestataires ont finalement obtenu gain de cause et les élections ont été validées.

A. M.

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Deux élèves menacent de se jeter du toit de l'établissement Salah-Ouchem

Refusant de passer en conseil de discipline, au même titre que leur camarade, qui a asséné un coup de tête au surveillant général qui tomba au sol, deux élèves de 4^e année moyenne de l'établissement Salah-Ouchem (ex-Ben Badis), dont un handicapé moteur, tous deux transférés à l'établissement mitoyen est, s'étaient illustrés dans une démonstration exhibitionniste, en montant sur le toit des salles de cours, haut de 8 m environ, donnant l'impression au personnel du CEM et aux autres élèves qu'ils tentaient un suicide spectaculaire en guise de protestation contre la décision du chef de l'établissement qui fait fonction de directeur dans une école à laquelle on ne veut pas affecter, ni désigner officiellement un directeur parce que le poste affiche «réservé» depuis déjà bon nombre d'années.

Comment deux élèves arrivent-ils à grimper sur le toit avant même la première heure des cours de la journée, sans que personne ne constate leur présence ? Rappelons que c'est dans le même établissement qu'un élève avait failli assassiner son camarade en lui plantant un couteau dans le ventre et qu'un autre s'était attaqué, pas plus tard que l'année passée, à son enseignante à coups de poing sans être sanctionné.

Les professeurs, quant à eux, continuent à subir le calvaire au quotidien en adoptant la politique du silence.

Saâdène Ammara